

Nicolas Sarkozy à Villepinte: l'Europe attaquée, la France dans la poussière

Le Nouvel Observateur, Sylvie Goulard, 12 mars 2012

LE PLUS. En voulant changer l'Europe de manière unilatérale, Nicolas Sarkozy a agité des peurs des électeurs d'extrême droite. Un retour en arrière qui prouve que le président-candidat n'est pas à la hauteur de sa fonction, selon Sylvie Goulard, eurodéputée (MoDem).

Des Rois de France, Alexis de Tocqueville disait:

"quand ils ont été ambitieux et forts, ils ont travaillé à élever le peuple au niveau des nobles ; et quand ils ont été modérés et faibles, ils ont permis que le peuple se plaçât au-dessus d'eux-mêmes. (...) Louis XI et Louis XIV ont pris soin de tout égaliser au-dessous du trône, Louis XV est enfin descendu lui-même avec sa cour dans la poussière [1]."

A Villepinte, le président de la République est hélas descendu, avec sa cour, dans la poussière. Il a oublié qui il était : non seulement un candidat mais le président de la République française, un pays ouvert au monde, fort de ses grands groupes exportateurs, attractif pour les investisseurs et les visiteurs étrangers. Un pays porteur de valeurs universelles, rayonnant. Le pays où a été conçue cette exceptionnelle aventure humaine qu'est la construction européenne.

Pour quelques mauvais sondages, le président a perdu son sang froid. En se laissant dicter sa ligne par ceux qu'il aurait dû tenir en lisière, il s'est renié lui-même : comme il est loin le Nicolas Sarkozy triomphant de 2007 qui, le soir même de son élection, déclarait avec force : "la France est de retour en Europe" !

À ce moment-là, le nouveau président de la République s'était grandi. Cette affirmation venait couronner une campagne où, malgré les blessures ouvertes par le référendum de 2005, il avait proposé, avec courage, de remettre l'Europe sur les rails. Une fois élu - parce qu'il n'avait pas usé de démagogie - il avait pu agir en Europe. Et sa présidence du Conseil de l'Union européenne, au second semestre 2008, avait été unanimement saluée.

Comme il est loin le Nicolas Sarkozy qui, plus récemment, nous expliquait, à Toulon ou aux côtés d'Angela Merkel, l'importance de l'Europe et le rôle prépondérant qu'il y joue !

Une France peureuse et défensive

Menacer ses partenaires, brandir des mesures commerciales unilatérales ou de nouveaux contrôles aux frontières n'a guère de sens. Bien sûr, les règles du commerce international doivent évoluer pour devenir plus équitables, en veillant à plus de réci-

procité. Bien sûr, les accords de Schengen doivent être complétés par des politiques communes. Ce n'est cependant pas en flattant les bas instincts d'un électorat déboussolé, ce n'est pas en perdant tout crédit auprès de nos partenaires et encore moins en remettant des guérites à Vintimille pour contrôler les flux migratoires, ou à la gare du Nord, que nous sortirons de l'ornière.

Nous n'avons aucune raison de douter de la France au point d'en donner une image si peureuse, si défensive. Nous n'avons aucune raison de craindre l'ouverture. Plusieurs pays de la zone euro sont parvenus à conserver un modèle social solidaire tout en restant ouverts au monde. Seule une Europe unie pèsera dans la bataille commerciale globale. Et l'UE est fondée, depuis ses origines, sur les principes d'une société et d'une économie ouvertes. Jamais l'Allemagne, grande puissance exportatrice, ni aucun de nos partenaires européens, ne suivront la France dans une politique de repli à courte vue.

Le président en exercice n'est pas un candidat comme un autre. Il a une expérience à faire valoir, et des responsabilités particulières à assumer, notamment le respect des institutions nationales et européennes. Il a un devoir de pédagogie et de cohérence : ainsi, l'Union européenne ne peut être présentée comme une technocratie débridée par un de ceux qui, au Conseil européen, participent à sa direction.

Quoiqu'on pense du candidat, à Villepinte, le président de la République n'a pas été à la hauteur de sa fonction.